

PROMOTION, ACTE II

Après Luxembourg for Finance, c'est au tour de Luxembourg for Business d'entrer officiellement dans la danse. Mais sur le terrain, le travail a déjà commencé.



Avant même d'exister, Luxembourg for Business a œuvré à l'organisation de la récente mission économique menée en Arabie Saoudite. Le ministre de l'Economie Jeannot Krecké et le Grand-Duc héritier Guillaume y ont, notamment, rencontré le Dr Ali Ibrahim Al Naimi, ministre du Pétrole et des Ressources minérales.

Photo: Eco

LfB sera piloté par un comité de gérance à cinq membres, dont la nomination est en cours de validation. Parallèlement, le comité consultatif du Commerce extérieur, qui existe depuis le début des années 80, et qui regroupe l'ensemble des acteurs économiques clés du pays, verra son rôle renforcé. Il servira de structure de coordination et d'échanges en matière d'initiatives de promotion.

En allégeant au maximum la structure administrative du GIE, ses responsables entendent mieux gérer et mieux organiser les flux d'information entre les parties prenantes. «*En raison de l'éparpillement des ressources, certaines activités étaient, jusqu'alors, impossibles. Nous sommes désormais sur une bonne route pour produire quelque chose de qualité, qui n'aura pas à rougir de ce qui peut se faire dans d'autres pays*», est persuadé Jean-Claude Knebel.

Des soucis de start-up

Promouvoir l'économie luxembourgeoise hors des frontières du pays et analyser au mieux les opportunités d'affaires dans ces marchés étrangers ne sera pas le seul objectif de LfB. Un gros travail est en effet prévu également au cœur même du pays. «*Il faut expliquer aux entreprises qu'elles doivent vraiment se lancer à l'exportation*, explique M. Knebel. *Il existe tout un arsenal de mesures qui est souvent méconnu* (par exemple, les aides pour la participation à une foire ou exposition, pouvant atteindre 50% des dépenses jusqu'à un maximum de 100.000 euros, ndr.)».

Muni d'un statut légal, LfB pourra procéder au recrutement des quelques personnes prévues pour assurer la coordination administrative de l'ensemble et qui devront aussi plancher sur une véritable politique de communication et d'image cohérente. La création d'une plate-forme Internet ne sera pas la moindre des tâches. «*Nous connaissons quelques problèmes de démarrage inhérents aux start-ups*, concède Jean-Claude Knebel. *Nous sommes en train de bien apprendre et nous sommes sur la bonne voie. Mais il ne faut pas non plus surestimer la structure à mettre en place. Elle va servir à certaines choses, mais elle ne pourra pas tout faire elle-même*» || Jean-Michel Gaudron

C'est en cette fin de mois de mars que les statuts de Luxembourg for Business (LfB) devaient être déposés, donnant officiellement naissance à l'agence de promotion économique du pays. Constituée sous la forme d'un GIE (financé à parité par l'Etat et par le secteur privé), elle rejoint l'autre agence dédiée, elle, au secteur financier, Luxembourg for Finance, déjà portée sur les fonts baptismaux fin 2007 et en activité depuis le 1^{er} janvier dernier.

Peu importe, sur le terrain, cette absence de statut légal. On s'active avec énergie. L'organisation de la mission de promotion économique menée conjointement avec Luxembourg for Finance en Arabie Saoudite, à la mi-février, en est une illustration par l'exemple.

«*Un grand succès*, résume Carlo Thelen, chef du département international de la Chambre de Commerce. *Une quinzaine d'entreprises luxembourgeoises étaient présentes et toutes ont pu constater combien les opportunités d'affaires y étaient nombreuses. Nous avons même signé un memorandum of understanding avec la Chambre de commerce et d'industrie de Jeddah et entamé une réflexion sur la présence du Luxembourg, en 2009, dans le cadre d'un forum économique organisé là-bas*».

Ainsi, donc, tout l'arsenal de promotion annoncé depuis près d'un an par le ministre du Trésor et du Budget, Luc Frieden, relayé ensuite par son homologue de l'Economie, Jeannot Krecké, est désormais en place. «*L'idée n'est pas de créer une nouvelle structure qui serait à côté ou au-dessus de tout ce qui existe déjà, mais de faire travailler ensemble toutes celles déjà en place*», résume Jean-Claude Knebel, chargé de direction au ministère de l'Economie.

Le but est donc de capitaliser l'expérience et le savoir-faire d'acteurs tels que le ministère de l'Economie, la Fedil, l'Office du Ducroire. Le tout au travers de la mise en place d'un véritable organe de *project management* efficace, «*et d'avantage de communication entre tous les membres, ce qui faisait un peu défaut jusqu'à présent*», explique M. Knebel.

La contribution directe de l'Etat au fonctionnement du GIE sera de cinq millions d'euros. La Chambre de Commerce, qui, tout comme pour Luxembourg for Finance, apporte son expérience et son soutien logistique, apportera un million; la SNCI et l'Office du Ducroire, 0,5 million chacun, la Chambre des Métiers, 150.000 euros et la Fedil, 100.000 euros. Le fonctionnement de